



Arrêté n° 2024-315-ST

Objet : Arrêté portant autorisation de voirie et réglementant la circulation au profit de l'entreprise 2LTP pour une occupation du domaine public en relation avec des travaux situés plusieurs voies de la Commune pour chantier mobile.

Le Maire de la commune de La Plaine-sur-Mer,

Vu le Code général des collectivités territoriales, et notamment l'article L.2213-1,
Vu le Code général de la propriété des personnes publiques et notamment l'article L.2122-1,
Vu le code de la route, notamment les articles L.110-1 et suivants, R.110-1, R.110-2, R.411-5, R.411-7, R.411-8, R.411-25, R.415-6,
Vu le Code de la voirie routière,
Vu l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, signalisation temporaire, approuvée par l'arrêté du 6 novembre 1992, ainsi que tous les textes modificatifs,

Considérant la requête en date du , par laquelle l'entreprise 2LTP située 6 rue des Fondateurs 44570 TRIGNAC, demande une autorisation pour occupation du domaine public,
Considérant que la sécurité des usagers et des intervenants doit être assurée,

ARRÊTE

Article 1 : Autorisation de voirie

Le bénéficiaire est autorisé à occuper le domaine public, durant une période de 25 jours à compter du 27 mai 2024, pour réaliser des travaux d'entretien d'accotements et fossés.

Article 2 : Prescriptions d'occupation

Les autorisations de voirie ne permettent pas de réaliser des travaux impactant le domaine public.

Le demandeur est autorisé à intervenir avec un tracteur agricole équipé d'une épareuse et rotofaucheuse en vue de l'entretien des fossés et accotements sous compétence de Pornic Agglo.

Article 3 : Réglementation de la circulation

1. Travaux réalisés sous chaussée rétrécie dans le cadre de la réalisation d'un chantier mobile sans mise en place d'alternat formalisé.
2. Le stationnement sera interdit dans l'emprise des travaux dès lors que la signalisation de la zone d'intervention aura été mise en place.
3. La réglementation relative à la sécurité et la signalisation des chantier mobiles sera scrupuleusement respectée.

Article 4 : Sécurité et signalisation de l'occupation du domaine public

Le bénéficiaire de la présente autorisation a la charge de la mise en place, du maintien et de la maintenance de la signalisation de son intervention sur domaine public. Il est responsable vis-à-vis des tiers en cas de manquement.

Une présignalisation sera mise en place quand la zone d'intervention sera à proximité d'une intersection.

Que ce soit pour l'épareuse ou la rotofaucheuse, toute détérioration du tablier de protection impliquera l'arrêt immédiat de l'intervention.

Article 5 : Responsabilité

Cette autorisation est délivrée à titre personnel, précaire et révocable, elle ne peut être cédée. L'autorisation peut être révoquée à tout moment par l'autorité territoriale sans que le bénéficiaire puisse se prévaloir d'une indemnisation.

Le bénéficiaire est responsable, tant vis-à-vis de la collectivité, que vis-à-vis des tiers, des accidents, dommages de toute nature, qui pourraient résulter de ses actions sur le domaine public ou de l'installation de ses biens sur celui-ci.

Dans le cas où l'exécution de l'autorisation ne serait pas conforme aux prescriptions réglementaires définies précédemment, le bénéficiaire recevra une injonction immédiate de procéder au retrait de l'occupation du domaine public.

Article 6 : Exécution de l'arrêté

Madame le Maire, Madame la directrice générale des services, Monsieur le commandant de brigade de gendarmerie, Monsieur le responsable de la police municipale sont chargés, chacun en ce qui le concerne, de l'exécution du présent arrêté.

Article 7 : Recours

Le présent arrêté pourra faire l'objet d'un recours pour excès de pouvoir devant le Tribunal Administratif de Nantes ou par l'application Télérecours citoyens accessible à partir du site www.telerecours.fr, dans un délai de deux mois suivant sa publication sous forme électronique.

Article 8 : Ampliation

- Affichage sur site par le bénéficiaire
- Le bénéficiaire
- Monsieur le Commandant de la communauté de brigades de Gendarmerie de Pornic
- Monsieur le Président de la communauté d'agglomération du Pays de Retz
- Monsieur le Chef de centre de secours de Préfailles/La Plaine-sur-Mer
- Monsieur le responsable du service de Police municipale de La Plaine-sur-Mer

La Plaine-sur-Mer, le 24 mai 2024

Par délégation du Maire,
Benoît BOULLET
Adjoint au Maire

